

Acto de apertura
de las negociaciones entre
ESPAÑA Y LAS COMUNIDADES EUROPEAS

Bruselas 5 de Febrero 1979

**ACTO DE APERTURA
DE LAS
NEGOCIACIONES ENTRE
ESPAÑA Y LAS COMUNIDADES EUROPEAS**

Declaraciones del

Presidente del Consejo de Ministros de las Comunidades Europeas, JEAN FANÇOIS-PONCET

Presidente de la Comisión de las Comunidades Europeas, ROY JENKINS

Ministro para las Relaciones con las Comunidades Europeas, LEOPOLDO CALVO-SOTELO Y BUSTELO

BRUSELAS, 5 DE FEBRERO DE 1979

Relaciones con las Comunidades Europeas
Prensa e Información
Francisco Silveira, 82
Madrid - 6



**DECLARATION DU PRESIDENT DU CONSEIL DES
MINISTRES DES COMMUNAUTES EUROPEENNES**

Jean François-Poncet

Messieurs les Ministres et chers Collègues,

Le Conseil des Communautés européennes est très heureux d'accueillir aujourd'hui les représentants de l'Espagne pour l'ouverture des négociations qui doivent conduire votre pays à l'adhésion aux Communautés européennes.

C'est un évènement dont chacun de nous ressent l'importance et saisit la portée politique.

Les premières relations contractuelles entre votre pays et la Communauté remontent à 1970. Cette année-là, l'Espagne a conclu avec la Communauté économique européenne — qui était alors encore une Communauté à six — un accord dont l'objectif final visait, selon un processus par étapes, à la libération progressive réciproque des échanges commerciaux.

Depuis lors, bien des choses ont changé.

La Communauté, après s'être élargie une première fois par l'adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni, s'est engagée dans un second élargissement, vers le sud cette fois.

De son côté, l'Espagne — sans laquelle on ne saurait valablement parler de l'Europe — a connu à son tour des changements fondamentaux: le processus de démocratisation a conduit au rétablissement de la démocratie pluraliste et des droits fondamentaux, consacrés par la nouvelle Constitution que le peuple espagnol a approuvée lors du référendum du 6 décembre 1978.

La Communauté et ses Etats membres ont, comme vous le savez, suivi avec intérêt et sympathie cette évolution.

Le 28 juillet 1977, l'Espagne a demandé d'adhérer à la Communauté économique européenne, ainsi qu'à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et à la Communauté européenne de l'Energie atomique, conformément aux dispositions de ces trois Traités.

Le 19 décembre 1978 le Conseil, saisi entre-temps de l'avis élaboré par la Commission en contact d'ailleurs avec les autorités espagnoles, s'est prononcé en faveur de cette demande.

Il m'appartient maintenant de rappeler sur quels principes sont fondées ces Communautés et quels développements elles ont connu depuis leur création.

Je voudrais tout d'abord souligner — mais n'est-ce pas superflu — que le but des Communautés européennes n'est pas uniquement la recherche du seul progrès économique; il est «d'établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens». C'est dans cet esprit d'ailleurs que, dans le Préambule du Traité de Rome, les Etats membres ont appelé d'autres peuples de l'Europe qui partagent leur idéal de sauvegarde de la paix et de la liberté à s'associer à leur effort.

La Communauté à laquelle vous allez appartenir est donc bien plus qu'une affaire d'échanges commerciaux; il s'agit d'une oeuvre de portée plus ambitieuse. Elle intéresse la vie de chacun.

C'est ce dont témoigne la décision prise, le 20 septembre 1976, d'élire au suffrage universel direct les membres de l'Assemblée parlementaire européenne. En outre, en fixant la date de la première élection au mois de juin 1979, le Conseil européen a tenu à confirmer la volonté des Etats membres d'assurer le respect des valeurs d'ordre juridique,

politique et moral auxquelles ils sont attachés et de sauvegarder le principe de la démocratie représentative, du règne de la loi, de la justice sociale et du respect des droits de l'homme.

Ces principes fondamentaux que les Communautés font leurs sont profondément enracinés; la jurisprudence de la Cour de justice en apporte la preuve.

Tels sont les idéaux qui guident notre action et régissent nos activités.

J'essaierai maintenant de décrire le contexte concret dans lequel se situent ces négociations que nous ouvrons avec vous et vous dirai comment nous entendons, pour notre part, les mener.

1. Comme vous le savez, les Institutions dans lesquelles vous voulez entrer se trouvent engagées dans un processus de création continue: ce sont des communautés vivantes qui ouvrent avec vous les négociations d'adhésion.

Aussi ne serez-vous pas surpris si nous entendons mener ces négociations en posant le principe que votre pays accepte les Traités et leurs finalités politiques ainsi que les décisions de toute nature intervenues depuis l'entrée en vigueur des Traités et les options prises dans le domaine du développement des Communautés, en un mot, ce que nous appelons l'«acquis communautaire». Les obligations qui en résultent pour l'Espagne couvrent un champ qui est devenu très vaste.

Je les citerai en distinguant les aspects internes et les aspects externes de cette évolution:

- a) Sur le plan interne, je voudrais relever que, depuis 1958, nous sommes parvenus à l'achèvement de l'union douanière et nous avons également défini une politique agricole et une politique commerciale communes que nous mettons en oeuvre. La Communauté s'est donnée un système de ressources propres. Des progrès

on été réalisés dans le domaine de la politique sociale; des progrès sont également enregistrés dans la politique des transports. En outre, nous avons mis en place une politique régionale dont les résultats s'avèrent positifs. Nous pouvons aussi faire état des nombreux résultats obtenus en matière d'harmonisation des législations. Nous avons également progressé dans la voie d'une convergence économique accrue.

La crise économique, qui a également affecté la Communauté, a montré clairement que ces efforts ne suffisaient pas. Aussi en 1976, le Conseil Européen a-t-il souligné une fois de plus la nécessité d'assurer une plus grande convergence des politiques économiques et monétaires. Dans ce sens, la création d'un «système monétaire européen», décidé lors du Conseil européen qui s'est tenu à Bruxelles en décembre dernier, vise à instituer une zone de stabilité monétaire. Faut-il encore rappeler que dans la réalité ces efforts ont abouti non seulement à une interdépendance croissante des économies des divers Etats membres, mais aussi à une meilleure compréhension mutuelle entre les Gouvernements et les peuples.

- b) Sur le plan des relations extérieures, la Communauté a pris de nombreux engagements et a mené des politiques qui relèvent également de l'acquis communautaire et dont je citerai quelques exemples. Ainsi, la Communauté a conclu des accords d'Association ou de Coopération avec la plupart des pays du bassin méditerranéen. Elle a également conclu — au moment même de son premier élargissement — des accords de libre échange avec une série de pays européens appartenant à l'A.E.L.E. La Communauté a pris note à cet égard que l'Espagne vient de négocier des accords avec les pays de l'A.E.L.E.

La Communauté a par ailleurs créé, au bénéfice des pays en voie de développement, un système de préférences généralisées qui est encore susceptible d'être développé. Elle a en outre ouvert ses marchés à la quasi-totalité des pays africains ainsi qu'à certains pays

des Caraïbes et du Pacifique et leur a fourni une assistance. C'est sur la base de cette politique qu'elle entend également mener la renégociation de la Convention de Lomé, entamée le 24 juillet de l'année passée.

Quand on considère les principes qui inspirent la Communauté et ses réalisations, il apparaît qu'un nouvel élargissement des Communautés européennes ne peut être conçu que comme une nouvelle contribution au renforcement du processus de création continue dans lequel elles se trouvent et non pas à l'affaiblissement ou à la dilution de leurs structures institutionnelles et de leurs possibilités d'action.

2. De l'application du premier principe, c'est-à-dire de la reprise intégrale de l'«acquis communautaire», principe qui est déterminant pour la Communauté, il découle que, dans le cadre des négociations, la solution des problèmes d'adaptation qui pourraient se poser des deux côtés doit être recherchée par l'établissement de mesures transitoires et non par des modifications des règles communautaires.

Ces mesures de transition, ayant pour objet de permettre les adaptations qui s'avéreraient nécessaires par suite de l'élargissement, devront être déterminées de manière à assurer un équilibre d'ensemble des avantages réciproques; elles devront, en règle générale, comporter des calendriers précis; leur durée pourrait, si cela est souhaitable, être variable selon les matières. Par ailleurs, la Communauté estime qu'il conviendra de prévoir des mécanismes de sauvegarde sur une base de réciprocité et en conformité avec les procédures communautaires.

3. Enfin, les négociations seront menées à tous les niveaux et pour tous les problèmes, selon une procédure uniforme, par la Communauté, dans le cadre d'une Conférence entre les Communautés et l'Espagne; les détails pourront en être fixés ultérieurement par nos Suppléants.

La délégation communautaire sera, quant à elle, présidée par la Présidence en exercice du Conseil des Communautés européennes.

L'élargissement des Communautés que nous souhaitons réaliser en commun donnera à l'entreprise européenne une dimension nouvelle et il la placera devant des perspectives nouvelles. Nous ne pouvons qu'entrevoir à présent ce à quoi nous aboutirons; nous devons veiller à aller vers une Europe qui garde sa force d'attraction pour nos opinions publiques non seulement sur le plan économique mais aussi sous ses aspects humains, sociaux et culturels. Comme vous le savez deux autres pays européens ont également demandé d'adhérer à la Communauté: la Grèce, — avec laquelle les négociations sont en voie d'achèvement — ainsi que le Portugal, avec lequel les négociations ont commencé depuis le mois d'octobre dernier. Nous devons en tenir compte. Mais, conformément à sa doctrine constante, la Communauté continuera de traiter chacune des candidatures selon sa spécificité propre.

A ce stade initial de nos travaux, je vous ai exposé l'état de quelques unes de nos réflexions. Cet exposé ne pouvait être exhaustif ni aborder l'ensemble des problèmes qui se poseront au cours des négociations.

En raison même de l'importance économique de l'Espagne, de la complexité des problèmes à traiter et de leur interrelation, les travaux revêtiront nécessairement une grande ampleur.

En ce qui concerne la Communauté, les travaux préparatoires, indispensables à l'établissement d'une base de négociation commune ont déjà commencé.

Sur le plan des négociations elles-mêmes, la Communauté vous suggère qu'avant les prochaines vacances d'été, la Conférence se réunisse au niveau des Suppléants pour convenir de la procédure et de l'organisation de nos travaux.

Nous pourrions d'autre part convenir que les négociations s'engagent effectivement après l'été par l'élaboration en commun d'une vue d'ensemble couvrant les principaux chapitres de négociation, sur base de laquelle les négociations de fond seront ensuite menées secteur par secteur.

Par ailleurs, la Communauté tient à rappeler l'importance qui s'attache à une normalisation rapide des relations contractuelles qui ont été établies par l'Accord de 1970 et qui se poursuivront jusqu'à l'adhésion. Ceci servira notre objectif commun en nous permettant de mieux nous concentrer sur les négociations d'adhésion.

Dans cet esprit, la Communauté a pris note avec satisfaction de la bonne volonté qui a animé la délégation espagnole lors de la récente réunion de la Commission mixte qui s'est tenue le 24 janvier 1979. Elle espère que cette bonne volonté se concrétisera prochainement.

En ce qui concerne enfin l'examen du droit communautaire dérivé, il doit être entrepris avec le triple objectif suivant: apporter à la délégation espagnole une information complète de ce droit, déterminer les adaptations techniques qui doivent être apportées à certains actes, et identifier, le cas échéant, les problèmes de fond à traiter dans le cadre des négociations.

Nous chargeons dès maintenant la Commission de commencer ces travaux avec les Autorités compétentes de votre pays.

Si la tâche de nos négociateurs sera vaste, je suis convaincu, et telle sera ma conclusion, que ces négociations que nous ouvrons aujourd'hui seront menées à bonne fin grâce à une volonté politique commune de tout mettre en oeuvre pour aboutir.

**DISCURSO DEL PRESIDENTE DEL CONSEJO DE
MINISTROS DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS**

Jean François-Poncet

Señores Ministros y queridos colegas:

El Consejo de la Comunidad Europea se alegra de recibir hoy a los representantes de España en la apertura de las negociaciones que deben conducir a vuestro país a la adhesión a las Comunidades Europeas.

Se trata de un acontecimiento cuya importancia y cuyo alcance político siente y comprende cada uno de nosotros.

Las primeras relaciones contractuales entre vuestro país y la Comunidad remontan a 1970. En ese año, España concluyó con la CEE —que entonces era todavía una Comunidad de seis— un Acuerdo cuyo objetivo final, al término de un proceso por etapas, era la liberalización progresiva recíproca de los intercambios comerciales.

Desde entonces no pocas cosas han cambiado.

La Comunidad, después de haberse ampliado una primera vez con la adhesión de Dinamarca, Irlanda y el Reino Unido, ha iniciado una segunda ampliación, esta vez hacia el Sur.

Por su parte, España —sin la cual no se podría válidamente hablar de Europa— ha atravesado, a su vez, cambios fundamentales: el proceso de democratización ha conducido al restablecimiento de la monarquía pluralista y de los derechos fundamentales consagrados por la nueva Constitución que el pueblo español ha aprobado en el referéndum del 6 de Diciembre de 1978.

El 28 de junio de 1977, España solicitó su adhesión a la Comunidad Económica Europea (C.E.E.), así como a la Co-

munidad Europea del Carbón y del Acero (C.E.C.A.) y a la Comunidad Europea de la Energía Atómica (C.E.E.A), en virtud de las disposiciones de los tres Tratados constitutivos.

El 19 de diciembre de 1978, el Consejo, al que se había elevado entre tanto el Dictamen elaborado por la Comisión en contacto con las autoridades españolas, se pronunció en favor de esta solicitud.

Me corresponde ahora a mí, recordar los principios en que se fundan estas Comunidades y el desarrollo que han tenido desde su creación.

Quisiera, en primer lugar, subrayar que el fin de las Comunidades no es simplemente la búsqueda de su progreso económico; se trata «de establecer los fundamentos de una unión cada vez más estrecha entre los pueblos de Europa». Por otra parte, con este espíritu, los Estados Miembros han llamado, en el preámbulo del Tratado de Roma, a otros pueblos de Europa que comparten su ideal de salvaguardia de la paz y de la libertad, a asociarse a su esfuerzo.

La Comunidad a la que vais a pertenecer es, pues, algo más que un asunto de intercambios comerciales; se trata de una obra de alcance más ambicioso. Afecta a la vida de cada uno.

Esto queda de manifiesto en la decisión adoptada el 20 de septiembre de 1976 de elegir por sufragio universal directo a los miembros de la Asamblea Parlamentaria Europea. Además, al tiempo que fijaba la fecha de la primera elección en el mes de junio de 1979, el Consejo Europeo ha querido confirmar la voluntad de los Estados Miembros de asegurar el respeto de los valores de orden jurídico, político y moral a los que han manifestado su adhesión y de salvaguardar el principio de la democracia representativa, del reino de la ley, de la Justicia social y del respeto de los derechos humanos.

Estos principios fundamentales que las Comunidades Europeas hacen suyos tienen profundas raíces; la jurisprudencia de la Corte de Justicia aporta la prueba de ello.

Tales son los ideales que guían nuestra acción y que rigen nuestras actividades.

Intentaré, ahora, describir el contexto concreto en el que se sitúan estas negociaciones que iniciamos y os diré cómo nos proponemos llevarlas por nuestra parte.

1. Como sabéis, las instituciones a las que queréis pertenecer se encuentran en un proceso de creación continua: son Comunidades vivas las que inician hoy negociaciones con vosotros.

Por ello nos os sorprenderéis si deseamos llevar estas negociaciones partiendo del principio de que vuestro país acepte los Tratados y sus finalidades políticas, así como las decisiones de toda naturaleza adoptadas desde la entrada en vigor de los Tratados y las opciones decididas en cuanto al desarrollo de las Comunidades, en una palabra, lo que llamamos el «*acquis communautaire*». Las obligaciones que se derivan de ello para España cubren un campo que hoy es ya muy amplio.

Voy a mencionarlas distinguiendo los aspectos internos de los aspectos exteriores de esa evolución:

a) En el plano interno, quisiera recordar que desde 1978 hemos llegado a la Unión Aduanera y hemos definido unas políticas agrícola y comercial comunes que estamos aplicando. La Comunidad se ha dado a sí misma un sistema de recursos propios. Se han realizado progresos en el terreno de la política social; se han llevado a cabo avances en la política de transportes. Hemos instaurado una política regional cuyos resultados son positivos. Podemos, también, resaltar numerosos resultados obtenidos en materia de armonización de legis-

laciones. Igualmente, hemos progresado en la vía de una mayor convergencia económica.

La crisis económica que ha afectado por igual a la Comunidad, ha mostrado, sin embargo, claramente, que estos esfuerzos no son suficientes. Por eso en 1976 el Consejo Europeo sugirió una vez más la necesidad de asegurar una mayor convergencia de las políticas económicas y monetarias. En este sentido la creación de un Sistema Monetario Europeo, decidido en el Consejo Europeo que se reunió en Bruselas el mes de diciembre pasado, tiene como fin instituir una zona de estabilidad monetaria.

No creo necesario recordar que en la realidad estos esfuerzos han conducido no solamente a una interdependencia creciente de las economías de los distintos Estados Miembros, sino también a una mejor comprensión mutua entre los Gobiernos y los pueblos.

- b) En el plano de las relaciones exteriores, la Comunidad ha contraído numerosos compromisos y ha llevado a cabo políticas que caen también dentro del campo del «acquis communautaire» y del que citaré algunos ejemplos. Así, la Comunidad ha concluido Acuerdos de Asociación o de Cooperación con la mayoría de los países de la Cuenca Mediterránea. Ha concluido también —coincidiendo con su primera ampliación— Acuerdos de libre cambio con una serie de países europeos miembros de la E.F.T.A. La Comunidad, a este respecto, ha tomado nota de que España acaba de negociar Acuerdos con países de la E.F.T.A.

La Comunidad ha creado, además, en beneficio de los países en vías de desarrollo, un sistema de preferencias generalizadas susceptible de ser todavía más ampliamente desarrollado. Ha abierto sus mercados a la casi totalidad de los países africanos, así como a ciertos países del Caribe y del Pacífico y les ha proporcionado asistencia. Sobre la base de esta política intenta igualmente llevar a cabo la renegociación del Convenio de Lomé iniciada el 24 de julio del pasado año.

Cuando se consideran los principios que inspiran a la Comunidad y las realizaciones de ésta, parece claro que una nueva ampliación de la C.E.E. sólo puede ser concebida como una contribución al fortalecimiento del proceso de creación continua en la que aquéllas se encuentran y no al debilitamiento o a la dilución de sus estructuras institucionales y de sus posibilidades de acción.

2. De la aplicación de este primer principio, es decir, de la aceptación íntegra del «acquis communautaire», principio determinante para la Comunidad, se deriva que, en el marco de las negociaciones, la solución de los problemas de adaptación que pudiera plantearse para ambas partes debe buscarse a través del establecimiento de medidas transitorias y no de modificaciones de las normas comunitarias.

Estas medidas de transición que tienen por objeto permitir las adaptaciones que se consideren necesarias como consecuencia de la ampliación, deberán ser definidas de manera que se asegure un equilibrio de conjunto de las ventajas recíprocas; deberán, por regla general, comportar calendarios precisos; su duración podría, si fuera deseable, ser variable según las materias. Por otra parte, la Comunidad considera conveniente prever mecanismos de salvaguardia sobre una base de reciprocidad y de acuerdo con los procedimientos comunitarios.

3. Finalmente, las negociaciones serán llevadas a todos los niveles y para todas las cuestiones, de acuerdo con un procedimiento uniforme, por la Comunidad, en el marco de una conferencia entre las Comunidades y España; los detalles de ésta podrán ser fijados posteriormente por nuestros Suplentes.

La delegación comunitaria, en lo que a ella se refiere, estará presidida por la Presidencia en ejercicio del Consejo de las Comunidades Europeas.

La ampliación de las Comunidades que deseamos llevar a cabo en común dará a la empresa europea una dimensión nueva y la situará ante nuevas perspectivas. Hoy sólo podemos entrever lo que conseguiremos; deberemos cuidar de avanzar hacia una Europa que conserve su fuerza de atracción para nuestras opiniones públicas no sólo en el plano económico sino también en todos sus aspectos humanos, sociales y culturales. Como sabéis, dos países europeos más han solicitado igualmente adherirse a la Comunidad: Grecia —con la cual las negociaciones están terminadas— y Portugal con el que las negociaciones se han iniciado el pasado mes de octubre. Deberemos tener esto en cuenta. Pero, de acuerdo con su doctrina constante, la Comunidad continuará tratando cada una de estas candidaturas según su propia especificidad.

En esta fase inicial de nuestros trabajos, os he expuesto el estado de algunas de nuestras reflexiones. Esta exposición no podía ser exhaustiva ni abordar el conjunto de los problemas que se plantearán durante las negociaciones. En razón de la propia importancia económica de España, de la complejidad de los problemas a tratar y de su interrelación, los trabajos tendrán necesariamente una gran amplitud.

En lo que respecta a la Comunidad, los trabajos preparatorios indispensables para el establecimiento de una base de negociación común se han iniciado ya.

En lo que se refiere a las propias negociaciones, la Comunidad sugiere que antes de las próximas vacaciones de verano, la conferencia se reúna a nivel de Suplentes para establecer el procedimiento y la organización de nuestros trabajos.

Podríamos, por otra parte, decidir que las negociaciones se inicien efectivamente después del verano con la elaboración en común de una visión de conjunto que cubra los principales capítulos de la negociación sobre cuya base las negociaciones de fondo se desarrollarán posteriormente, sector por sector.

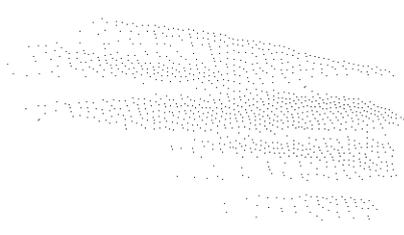
Por lo demás, la Comunidad desea recordar la importancia que atribuye a una rápida normalización de las relaciones contractuales que se establecieron en virtud del Acuerdo de 1970 y que continuarán hasta la adhesión. Esto facilitaría nuestro objetivo común permitiendo concentrarnos mejor en las negociaciones de Adhesión.

En este sentido, la Comunidad ha tomado nota con satisfacción de la buena voluntad mostrada por la delegación española en su reciente reunión de la Comisión Mixta celebrada el 24 de enero de 1979 y espera que esta buena voluntad se concrete próximamente.

En lo que se refiere, finalmente, al examen del derecho comunitario derivado, éste debe ser entendido con el triple objetivo siguiente: facilitar a la delegación española una información completa de este Derecho, determinar las adaptaciones técnicas que deban ser introducidas en algunas normas e identificar, llegado el caso, los problemas de fondo que deban tratarse en el marco de las negociaciones.

Hemos encargado a la Comisión que, desde ahora, comience estos trabajos con las autoridades competentes de vuestro país.

Si la tarea de nuestros negociadores será amplia, estoy convencido, y con esto terminaré, de que las negociaciones que iniciamos hoy alcanzarán buen fin gracias a la voluntad política común de realizar cuanto sea necesario para lograrlo.



**SPEECH BY THE PRESIDENT OF THE EUROPEAN
COMMISSION**

The Right Hon. Roy Jenkins

Mr. President, Your Excellencies, Ladies and Gentlemen,

On behalf of the European Commission I express my great satisfaction at the formal opening of the negotiations which are designed to lead to the accession of Spain to the European Communities.

This is a happy day for us as well as you. Spain is part of Europe, and Europe is incomplete without Spain. The geography, history and civilization of your country are part of the very pith and marrow of Europe, and have been so from the beginning. If in the 1970s you have need of the Community, so the Community has need of Spain. The Community represents a gathering in of the European peoples at a time when their position in the world has greatly changed, is in some respects diminished, but has a new cohesion and underlying strength which comes from our growing unity. Your membership will add to that cohesion and strength, and enrich the Community, in the same way that I believe the Community will strengthen and enrich Spain.

You come to this table with the inmeasurable asset of full support from your people and all the political parties through which Spanish opinion is expressed. I pay tribute not only to your Government but also to your sovereign for the remarkable and peaceful way in which Spain has undergone profound constitutional change in such a short time.

The new institution of parliamentary democracy in Spain and your respect for human rights have together created

the conditions for Spanish membership of the Community. I recall the declaration of our Heads of State and Government in December 1977 that «respect for and maintenance of representative democracy and human rights in each applicant country are essential elements of the European Community».

The Community rests on the foundation of the original Treaties but it is an organism in evolution rather than a static construction. Even if we are far from having attained all our objectives, I know of none which has been abandoned and none to which we are closer than we were just over 20 years ago.

We are, I think, all agreed that enlargement of the Community should not cause either its dilution or the enfeeblement of its institutions. The Commission sees in enlargement the opportunity to concentrate our common political, economic and social interests and to strengthen our common institutions. Hence the particular importance of the forthcoming elections to the European Parliament by direct universal suffrage, and the early establishment of a European Monetary System. Just as you will have to look to your own economy and your own institutions, so we in the existing Community will have to look to ours. I will not go over the detailed points made in the excellent speech by the President of the Council. I would like simply to affirm and reaffirm that we in the Commission will do everything in our power to bring negotiations for the accession of Spain to a timely and successful conclusion. There will be difficulties. But we are convinced that it is possible to find arrangements satisfactory both to Spain and the Community as a whole.

Your considered decision to seek Membership of the Community has made possible the opening of these negotiations today, a day that I trust may be recalled with deep satisfaction by future generations of Spaniards as of all our European peoples.

**DISCURSO DEL PRESIDENTE DE LA COMISION
DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS**

Roy Jenkins

Señor Presidente, excelentísimos señores; señoras y señores:

En nombre de la Comisión Europea, quiero expresar mi gran satisfacción en esta apertura formal de las negociaciones que deben conducir al ingreso de España en las Comunidades Europeas.

Este es un día feliz tanto para ustedes como para nosotros. España es parte de Europa y Europa está incompleta sin España. La geografía, la historia y la civilización de vuestro país es parte de la misma esencia de Europa y lo ha sido desde su comienzo. Si en 1970 necesitasteis de la Comunidad, la Comunidad tiene necesidad de España. La Comunidad representa una unión de los pueblos europeos en un momento en el que su posición en el mundo ha cambiado profundamente, que se ha debilitado en algunos aspectos, pero que tiene una nueva cohesión y una fuerza subyacente que emerge de nuestra unidad creciente. Vuestra integración aumentará esta cohesión y esta fuerza y enriquecerá la Comunidad de la misma forma en que creo que la Comunidad reforzará y enriquecerá a España.

Llegáis a esta mesa con el incommensurable haber del total apoyo de vuestro pueblo y de los principales partidos políticos, a través de los cuales se manifiesta la opinión española. Rindo tributo no sólo a vuestro Gobierno, sino también a vuestro Soberano por la forma extraordinaria y pacífica en la que España ha llevado a cabo su profundo cambio constitucional en tan corto lapso de tiempo.

La nueva instauración de la democracia parlamentaria en España y el respeto a los derechos humanos han creado

las condiciones para la integración de España en la Comunidad. Quisiera recordar la declaración de nuestros Jefes de Estado y de Gobierno en 1977 en el sentido de que «el respeto y el mantenimiento de la democracia representativa y de los derechos humanos en cada uno de los países candidatos son elementos esenciales de la Comunidad Europea».

La Comunidad se basa en los cimientos de sus Tratados constitutivos, pero es más un organismo en evolución que una construcción estática. Aun cuando nos encontramos todavía lejos de haber alcanzado todos nuestros objetivos, no sé de ninguno que haya sido abandonado o del que no estemos más cerca que cuando empezamos hace veinte años.

Creo que estamos todos de acuerdo en que la ampliación de la Comunidad no debería provocar su dilución o el debilitamiento de sus instituciones. La Comisión ve en la ampliación la oportunidad de aunar nuestros intereses comunes de carácter político, económico y social y de reforzar nuestras instituciones comunes. De aquí la singular importancia de las futuras elecciones al Parlamento Europeo por sufragio universal directo y del reciente establecimiento de un Sistema Monetario Europeo. Al igual que han de velar ustedes por su propia economía y por sus propias instituciones, también nosotros en la Comunidad actual hemos de velar por las nuestras. No repetiré los detalles expuestos por el Presidente del Consejo en su excelente discurso. Quisiera simplemente afirmar y reafirmar que nosotros, en la Comisión, haremos cuanto esté en nuestras manos para que las negociaciones de adhesión de España lleguen a término a su debido tiempo y con éxito. Habrá que afrontar dificultades. Pero estamos convencidos de que es posible encontrar soluciones satisfactorias tanto para España como para el conjunto de la Comunidad.

Vuestra decisión aceptada de solicitar el ingreso en la Comunidad ha hecho posible la apertura de estas negociaciones hoy, en una fecha que, estoy seguro, será recordada en el futuro con profunda satisfacción por generaciones venideras de españoles como de todos nuestros pueblos europeos.

**DISCURSO DEL MINISTRO PARA LAS
RELACIONES CON LAS COMUNIDADES
EUROPEAS**

Leopoldo Calvo-Sotelo y Bustelo

Señor Presidente:

1. Es para mí una obligación honrosa responder, en nombre del Gobierno español, a las amables palabras con las que nos habéis recibido en esta primera sesión de las negociaciones entre España y la Comunidad Europea. Permitame, señor Presidente, saludar en su persona a los países Miembros, entre los cuales deseamos contarnos un día, y en la persona del señor Presidente de la Comisión a cuantos han dedicado su esfuerzo desde hace un año a preparar la negociación que hoy empieza.

También en un mes de febrero, hace ahora diecisiete años, España inició su aproximación a la Comunidad; como habéis recordado, señor Presidente, ocho años más tarde se concluía nuestra primera relación contractual; en julio de 1977 cursó el Gobierno de mi país la solicitud formal de adhesión, amparada en la invitación que contiene los Tratados, y en diciembre pasado el Consejo de Ministros de la Comunidad decidió la apertura de negociaciones después de haber recibido el Dictamen favorable de la Comisión. Si para la Comunidad estas cuatro fechas se sitúan sobre una misma línea de progreso en la continuidad institucional de los Tratados, para mi país hay en esa línea un punto singular, que separa un tiempo antiguo de un tiempo nuevo, que inaugura una etapa en nuestras relaciones con la Comunidad: el 15 de junio de 1977, fecha de las primeras elecciones bajo la Monarquía. Una condición previa de naturaleza política, había limitado las relaciones hispano-comunitarias hasta ese día, admitiendo entre ambas partes sólo un acuerdo comercial; una vez levantada aquella única condición previa, quedó el camino abierto para la negocia-

ción que hoy se inaugura y cuyo resultado final, aunque todavía no escrito, está esperanzadamente augurado en la voluntad política que hoy nos congrega alrededor de esta mesa del palacio de Charlemagne.

2. La solicitud española de julio del 77 fue hecha por el mismo Gobierno en cuyo nombre os hablo, al que han correspondido la responsabilidad y el honor de conducir la transición española hacia la libertad. Y una misma voluntad política anima la Constitución recién refrendada por el pueblo español y nuestro propósito de integrarnos en las Comunidades: aquella voluntad que defiende un determinado modelo de sociedad y que asegura el respeto de los valores jurídicos, políticos y morales en que se asientan las democracias representativas.

3. La negociación supone para el país candidato aceptar la letra y el espíritu de los Tratados de París y de Roma, así como todo el derecho derivado que se conoce bajo el epígrafe expresivo de «*acquis communautaire*». Mi Gobierno declara hoy que está dispuesto a aceptar los Tratados y el «*acquis*»; y no con una aceptación pasiva o indiferente, sino activa y resuelta, porque participamos en los ideales políticos de paz y de libertad que animan a los Tratados, porque confiamos en su solidez y en su equilibrio institucional, y porque consideramos el «*acquis communautaire*» —pese a que una obra tan vasta no puede ser igualmente afortunada en todos sus capítulos, y aunque haya en ella desajustes o lagunas que corregir o que completar— como una ingente aportación a la construcción europea de la que debe sentirse legítimamente orgullosa la Comunidad. Nos habéis recordado además, señor Presidente, que el «*acquis communautaire*» no es algo estático, sino una realidad dinámica, «*in fieri*», y sabemos que en ese dinamismo radica precisamente su fecundidad. Y puesto que España, país candidato, da desde hoy en sus relaciones con la Comunidad ese «salto cualitativo» al que se ha hecho referencia en ocasión análoga a ésta, quisiera hoy también mi Gobierno ofrecer, en cualquier fórmula posible dentro del marco institucional comunitario, la colaboración que la Administración española, debida y oportunamente informada sobre los progresos del «*acquis*», pueda aportar a su perfeccio-

namiento, participando así, externamente, a la elaboración de aquello que desde ahora se declara dispuesta a aceptar. Participación que podría ser especialmente útil en el nuevo examen de la política agrícola mediterránea, emprendido por la Comunidad como consecuencia de su segunda ampliación.

4. Ha señalado el señor Presidente que la Comunidad no está cerrada en sí misma, sino abierta al resto del mundo, y vinculada a otros países por convenios de distinto alcance. España también acepta las obligaciones derivadas de esos convenios, y ofrece su propia vocación universal, principalmente en las relaciones especiales que mantiene, y desea acrecentar, con los países de Iberoamérica.

5. Esto por lo que hace a la Adhesión. En cuanto a la negociación en sí, la Delegación Española será presidida por el Ministro para las Relaciones con las Comunidades Europeas y suscribo, señor Presidente, su propuesta de que una próxima reunión de nuestros Suplentes prepare el calendario y el orden por el que deben tratarse las diferentes cuestiones, dentro de un esquema global. Ha sido usual en otras negociaciones, que quisiera evocar más como guía que como precedente, comenzar por el examen de los temas que conciernen a la Unión Aduanera, piedra angular del Mercado Común. Mi Gobierno no tendría inconveniente en abordar esas cuestiones desde ahora, para situar en ese contexto posibles medidas que conduzcan a una evolución equilibrada y satisfactoria de las relaciones comerciales entre ambas partes hasta la Adhesión. Aunque afectadas en contra de nuestros intereses por la primera ampliación de la Comunidad, esas relaciones han tenido un desarrollo normal durante los últimos años y pueden estimularse y, si fuera preciso, corregirse durante el curso y en el marco de las negociaciones. El Gobierno español ha adoptado y desea mantener una actitud liberal, sin ceder a las presiones proteccionistas inducidas por la crisis económica, y en esa línea ha procedido ya en 1978 a reducciones arancelarias autónomas «erga omnes», y ha negociado otras con los países de la EFTA.

6. El examen de la política comercial común y del derecho derivado podría ser propuesto a nuestros suplentes como tarea a desarrollar en los próximos meses.

7. Aunque no se trate hoy de hacer una relación exhaustiva, ni siquiera de las cuestiones más importantes, no deben quedar sin mención específica tres cuya delicadeza exige precisamente una gran claridad desde el principio mismo de las negociaciones. Porque no quisiéramos dejar, como hacen los malos estudiantes, los ejercicios más difíciles para el final, sino abordar todas las cuestiones a su tiempo y teniendo siempre a la vista la perspectiva del conjunto de la Adhesión.

En primer término, la política social. Oportunamente habrá de abordarse el tema de la libre circulación de trabajadores, uno de los principios básicos de la Comunidad, que como tal España sostiene y acepta. Pero sobre ese irrenunciable principio tiene prioridad en el tiempo para mi Gobierno la situación de los trabajadores españoles ya establecidos en la Comunidad, que vienen contribuyendo a su riqueza desde hace años y cuyo estatuto debería ir aproximándose al de los trabajadores comunitarios durante el proceso mismo de la negociación.

8. En segundo lugar, las cuestiones agrícolas a las que tanta atención conceden mi Gobierno y la Comunidad. Porque, si hay una realización ambiciosa en el «acquis communautaire», y por ambiciosa también vulnerable y polémica, es sin duda la Política Agrícola Común. «Sólo las negociaciones» —como ha dicho recientemente el Ministro de Asuntos Exteriores de Francia— «pueden mostrar si la ampliación es posible en condiciones satisfactorias». Sólo las negociaciones que iniciamos hoy, añadiría yo, permitirán medir la verdadera dimensión de los problemas que planea, más a España que a la Comunidad, nuestra progresiva integración en la Política Agrícola Común. La posible ventaja comparativa de algunas producciones españolas de tipo mediterráneo será, si se regulan adecuadamente, un activo más para la Comunidad de Doce, y no debe ocultar la desventaja comparativa de otras producciones agra-

rias españolas, que deberán ser asistidas, ni puede justificar a partir de ahora el mantenimiento por parte comunitaria de un trato desventajoso respecto de terceros países no candidatos.

9. En tercer lugar, los períodos de transición. Mi Gobierno considera válido el criterio expresado por la Comisión en su Dictamen en cuanto a que deben tener carácter fijo y determinado, y estima suficiente el tope máximo que allí se establece. Razones de armonía en el proceso de convergencia de la economía española y la comunitaria, y criterios también de sencillez en la aplicación, aconsejarían, a juicio del Gobierno español, tomar como punto de partida un solo período y apartarse de él en pocos casos, en cuantías pequeñas y equilibradamente siempre.

10. De acuerdo con vuestra sugerencia, señor Presidente, cree necesario mi Gobierno prever cláusulas de salvaguardia sobre una base de reciprocidad, como ya es norma en los procedimientos comunitarios.

11. Mi Gobierno conoce la distancia que hoy separa a España, en términos económicos, de la media comunitaria en muchos campos, y comparte la atención dedicada a este punto en el Dictamen de la Comisión. Ciertamente esa distancia se ha ido reduciendo en términos relativos durante unos años en que España —fuera de la Comunidad— ha desarrollado su economía a un ritmo más rápido que la Comunidad misma. A la propia Comunidad le interesa, según el texto del Dictamen, que prosiga esa reducción durante las negociaciones y después de la Adhesión de España; y a ese objetivo deben encaminarse desde ahora los esfuerzos conjuntos del Gobierno español y de la Comunidad, movilizandolos los medios financieros precisos, y en su día los que correspondan dentro del marco de la Política Regional Comunitaria.

En esta línea, mi Gobierno estaría dispuesto a estudiar y, eventualmente, a adoptar (en un esfuerzo conjunto con la Comunidad) medidas recíprocas de convergencia que contribuyan a una armonización de las legislaciones y de las políticas económicas respectivas. Y esto dentro del espíritu del Dictamen de la Comisión.

12. En el umbral de las negociaciones mi Gobierno sabe que nos aguarda una tarea larga y difícil, hasta la adhesión y después de ella, pero sabe también que cuenta, para ese esfuerzo colectivo, con el respaldo inicial de todas las tendencias políticas que alcanzaron representación parlamentaria en las elecciones del 77. Esta unanimidad en cuanto al objetivo final tiene su causa en nuestra vocación europea largamente contenida y en una opción profunda y serena de las fuerzas políticas, sociales y económicas de mi país. Pero no excluye, hoy ya, legítimas diferencias en cuanto a los medios, y no debe entenderse —sería un grave error— como un deseo de ingresar en la Comunidad a cualquier precio, sino como una prueba más de la solidaridad interna que caracteriza a la nueva democracia española. Solidaridad española a la que debe responder la solidaridad comunitaria que, como habéis recordado, señor Presidente, va más allá de los intereses económicos y pretende una unión cada vez más estrecha entre los pueblos europeos. Aun a riesgo de anticipar las dificultades de traducción en la próxima Comunidad de Doce, permitidme a este respecto citar un viejo dicho a cuya luz van a examinar los españoles esa solidaridad comunitaria: «Obras son amores y no buenas razones.»

Después de una negociación sin prisas, cuyo ritmo se atempere a la importancia de lo que está en juego, esperamos que España sea un miembro, activo y vigoroso, de una Comunidad renovada y fortalecida por su ampliación a los tres países mediterráneos y por la próxima elección directa del Parlamento Europeo. La energía liberada en nuestro proceso de transición política se pondrá al servicio de la construcción de Europa, la Europa de las libertades, los sentimientos y las ideas como ha dicho la semana pasada en Estrasburgo el Presidente del Gobierno español. España ofrece su colaboración a esa tarea, dentro de las instituciones comunitarias y en el camino hacia una Unión que se adivina ya más próxima, después de las últimas reuniones del Consejo Europeo. Unión que hará realidad la metáfora de un gran escritor español cuando escribía, hace medio siglo y no lejos de Bruselas: «Europa, muchas abejas y un solo vuelo».